



Assemblée générale

Distr. générale
23 juin 2010
Français
Original: anglais

Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Soixante-et-unième session

Séance extraordinaire

Compte rendu analytique de la 637ème séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 8 décembre 2009, à 10 heures.

Présidente: M^{me} Millar (Australie)

Sommaire

Déclaration liminaire de la Présidente

Adoption de l'ordre du jour

Adoption de la conclusion relative aux situations prolongées

Adoption de la décision relative au règlement de gestion

Observations finales

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à l'exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document* à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 11 h 50.

Déclaration liminaire de la Présidente

1. **La Présidente** déclare ouverte la séance extraordinaire du Comité exécutif qui a pour objectif l'adoption à la fois d'un projet de conclusion sur les situations de réfugiés prolongées, et un projet de décision sur une révision du règlement de gestion des fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire pour les réfugiés.

Adoption de l'ordre du jour

2. **La Présidente** appelle l'attention sur l'ordre du jour provisoire de la séance extraordinaire, document sans cote, distribué dans la salle de réunion.

3. *L'ordre du jour est adopté.*

Adoption de la conclusion relative aux situations prolongées

4. **La Présidente** invite le Rapporteur de la soixante-et-unième session du Comité exécutif à présenter le projet de conclusion sur les situations de réfugiés prolongées, document sans cote, distribué dans la salle de réunion en anglais et en français uniquement. Elle fait observer qu'elle souhaite exprimer sa gratitude à la Rapporteuse de la soixantième session, M^{me} Birladianu (Roumanie), pour avoir engagé et dirigé les entretiens relatifs au projet de conclusion.

5. **M^{me} Pittoti** (Rapporteuse du Comité exécutif) attire l'attention sur le texte du projet de conclusion relatif aux situations de réfugiés prolongées, libellé comme suit:

“Le Comité exécutif,

Rappelant les principes, les orientations et les approches élaborées dans les Conclusions antérieures du Comité exécutif portant sur les situations prolongées,

Se félicitant des initiatives prises par le Haut Commissaire pour exploiter toutes les possibilités de débloquer et mettre au point des solutions globales aux situations de réfugiés prolongées existantes, y compris la tenue, en 2008, d'un Dialogue du Haut Commissaire sur les défis de la protection portant particulièrement sur le thème des situations de réfugiés prolongées,

Notant avec une vive préoccupation le sort de millions de réfugiés dans le monde qui continuent d'être piégés dans des “situations de réfugiés prolongées” pendant 5 ans ou plus après leur déplacement initial, sans perspective immédiate de solutions durables,

Notant également avec préoccupation les répercussions néfastes de l'exil durable et insoluble sur le bien-être physique, mental, social, culturel et économique des réfugiés,

Reconnaissant que les priorités dans la réponse aux situations de réfugiés prolongées diffèrent de celles qui ont pour but de parer aux situations d'urgence,

Rappelant en outre la nécessité pour les pays d'origine de prendre toutes les mesures possibles en vue de prévenir des situations de réfugiés, particulièrement celles susceptibles de durer, de s'attaquer à leurs causes profondes, et de promouvoir et faciliter, avec l'entière coopération des pays hôtes, de la communauté internationale, du HCR et de tous les autres acteurs compétents, le retour librement consenti des réfugiés depuis l'exil, et leur réintégration viable dans la sûreté, la dignité, la sécurité économique et sociale.

Reconnaissant qu'en principe, tous les réfugiés devraient avoir le droit de recouvrer, ou d'être indemnisés en conséquence, leur logement, leurs terres ou les biens dont ils ont été spoliés de façon illégale, discriminatoire ou arbitraire avant ou pendant l'exil; *notant*, en conséquence, la nécessité éventuelle de mécanismes de restitution justes et efficaces,

Reconnaissant que les situations de réfugiés prolongées imposent également un fardeau considérable et créent des problèmes et des défis importants dans différents secteurs pour les Etats et les communautés hôtes, souvent en développement, en transition, ou disposant de ressources limitées et confrontées à d'autres difficultés,

Affirmant qu'un appui devrait être fourni pour régler les problèmes et couvrir les besoins des Etats hôtes, particulièrement les communautés hôtes locales, qui, sont confrontés à des difficultés économiques et sociales additionnelles, et pâtissent des dommages infligés à leur environnement local et aux ressources naturelles,

Se déclarant très satisfait de la générosité, de l'engagement et de la détermination que ces Etats ne cessent de manifester dans l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile, fournissant une protection et facilitant les interventions humaines essentielles en leur nom, conformément au droit international des réfugiés, aux droits de l'homme et au droit international humanitaire selon qu'il convient,

Remerciant les Etats qui ont pris des mesures pour mettre un terme à certaines des situations de réfugiés les plus anciennes, y compris moyennant un appui concret au retour volontaire vers le pays d'origine, à l'intégration sur place, à la fourniture de lieux de réinstallation, et à l'acquisition de la nationalité moyennant la naturalisation le cas échéant,

Admettant que, tout en attendant la mise en oeuvre d'une solution durable, les réfugiés peuvent apporter des contributions à leur société hôte en tirant profit des possibilités d'autosuffisance et relevant l'importance des approches participatives à cet égard,

Prenant acte de l'importance de l'accès des réfugiés aux services essentiels, y compris l'éducation et la santé, pour améliorer leurs perspectives d'avenir,

Reconnaissant en outre qu'en des temps de crise financière et économique mondiale, les répercussions sont lourdes pour les plus vulnérables, surtout les réfugiés dans les situations prolongées et leurs pays hôtes; la nécessité d'accorder une attention particulière à ceux qui sont les plus touchés par la crise est donc d'autant plus pressante,

Soulignant que le statu quo n'est pas une option acceptable et que si chaque situation est unique, tous les efforts possibles et pratiques devraient être déployés pour dénouer toutes les situations prolongées, particulièrement grâce à la mise en oeuvre de solutions durables dans l'esprit de la solidarité internationale et du partage de la charge.

Réitérant que le rapatriement librement consenti reste la solution privilégiée dans les situations de réfugiés et que, si l'une ou l'autre des solutions peut être plus directement applicable à chacune des situations prolongées concernées, il n'en reste pas moins qu'en général, toutes les solutions se complètent et se recoupent, nécessitant tantôt un ajustement, un ordre et un échelonnement judicieux, tantôt une mise en oeuvre simultanée,

Gardant à l'esprit l'existence, dans toutes les situations, de problèmes incontournables aux plans légal, sanitaire, social, économique et de la protection, qui peuvent également se prolonger et qui doivent donc recevoir l'attention qui leur est due,

Faisant observer que, vis-à-vis des réfugiés Palestiniens, cette conclusion s'appliquera uniquement compte tenu de l'Article 1 (d) de la Convention de 1951, de l'Article 7(c) du Statut du HCR et conformément aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies portant sur cette question,

Notant en outre que les législations nationales pourraient offrir davantage de protection et d'assistance, le cas échéant, que ne le prévoit la Convention de 1951,

(a) *Demande* aux Etats et à tous les autres acteurs concernés de s'engager, dans un esprit de solidarité internationale et de partage de la charge, à une collaboration et une action globale, multilatérale et multisectorielle pour s'attaquer aux causes profondes des situations de réfugiés prolongées; pour veiller à ce que les personnes ne soient pas obligées de fuir leur pays d'origine afin de trouver la sécurité ailleurs; pour résoudre les situations de réfugiés prolongées qui perdurent, dans le strict respect des droits des personnes concernées;

(b) *Reconnaît* l'importance de la volonté politique dans la mise en oeuvre de solutions globales aux déplacements prolongés et invite les Etats à jouer un rôle de catalyseur pour débloquer les situations de réfugiés prolongées et progresser vers le règlement de ces situations ;

(c) *Exprime sa préoccupation* devant les difficultés particulières rencontrées par des millions de réfugiés dans les situations prolongées et souligne le besoin d'intensifier les efforts et la coopération au plan international pour mettre au point des approches pratiques et globales, visant à trouver une solution à leur sort et à mettre en place des solutions durables conformes au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, tout en gardant à l'esprit des processus politiques plus larges pouvant être en cours, pour remédier aux situations de réfugiés prolongées, y compris à leurs causes profondes ;

(d) *Réaffirme fermement* l'importance fondamentale et le caractère strictement humanitaire et apolitique du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans la fourniture d'une protection internationale aux réfugiés et dans la recherche de solutions permanentes à leur sort, et rappelle que ces solutions incluent le rapatriement librement consenti et, lorsque cela est adéquat et réalisable, l'intégration sur place et la réinstallation dans un pays tiers, tout en réaffirmant que le rapatriement librement consenti, appuyé si nécessaire par le relèvement et l'aide au développement pour faciliter la réinsertion viable, reste la solution privilégiée ;

(e) *Prie* les pays d'origine, les pays d'asile, le HCR et la communauté internationale de prendre toutes les mesures requises pour permettre aux réfugiés d'exercer leur droit à rentrer librement chez eux dans la sécurité et la dignité, tout en rappelant que le rapatriement volontaire ne devrait pas nécessairement dépendre de la mise en oeuvre de solutions politiques dans le pays d'origine, afin de ne pas empêcher l'exercice du droit des réfugiés au retour;

(f) *Souligne* la responsabilité des pays d'origine, avec l'aide de la communauté internationale, lorsqu'il convient, de créer et/ou d'assurer les conditions permettant aux réfugiés de recouvrer les droits dont ils avaient été privés avant ou pendant l'exil, même après un exil de longue durée, et de réaliser et consolider leur retour viable et leur réintégration sans crainte ;

(g) *Recommande* en outre que les mesures visant à chercher et à faciliter des solutions durables en vue de partager la charge et la responsabilité, prennent la forme du rapatriement librement consenti et de l'intégration sur place, ou de la réinstallation dans des pays tiers ou, lorsqu'il convient, d'une combinaison stratégique et d'une assistance aux pays hôtes, y compris moyennant :

(i) la fourniture d'une assistance financière et d'autres formes d'appui dans les situations où le rapatriement librement consenti est envisageable ou lorsqu'il a lieu, compte tenu en particulier du fait que le rapatriement librement consenti constitue la solution privilégiée;

(ii) lorsque l'intégration sur place est appropriée et réalisable, la fourniture d'une assistance financière et d'autres formes d'appui, y compris l'aide au développement, au bénéfice des réfugiés et des communautés d'accueil, afin d'aider les pays d'asile à intégrer sur place les réfugiés;

(iii) l'utilisation plus effective et plus stratégique de la réinstallation en tant qu'instrument de partage de la charge et des responsabilités, y compris l'application d'une méthodologie d'aiguillage vers une réinstallation collective;

(iv) la mobilisation d'un appui visant à réhabiliter les zones d'accueil de réfugiés dans le pays hôte d'où sont rentrés les réfugiés;

(h) *Rappelant* que l'intégration sur place est une décision souveraine et une option à la discrétion des Etats, compte tenu des circonstances spécifiques de chaque situation de réfugiés, *encourage* les Etats et le HCR, en consultation avec d'autres acteurs compétents, à envisager l'intégration sur place, lorsqu'elle est appropriée et réalisable, de telle sorte qu'elle tienne compte des besoins et des opinions, comme de l'incidence sur les communautés hôtes et les réfugiés ;

(i) *Encourage* les Etats et le HCR à continuer activement d'utiliser de façon accrue et stratégique la réinstallation, dans un esprit de partage international de la charge et des responsabilités; et *demande* aux Etats qui le peuvent de fournir des lieux de réinstallation et d'examiner des approches plus flexibles conformes à la législation et aux réglementations nationales, pour jeter un pont éventuel entre les critères de réinstallation invoqués, et les besoins et la condition spécifiques des réfugiés dans les situations prolongées, dans la mesure où ils peuvent alors rencontrer des difficultés dans la formulation d'une demande détaillée ou d'autres contraintes;

(j) *Exhorte* les Etats, le HCR et d'autres partenaires à continuer de prendre des mesures dynamiques visant à réduire la dépendance, à promouvoir l'autonomie des réfugiés pour renforcer leur protection et leur dignité, à les aider à gérer efficacement et positivement le temps passé en exil, et à investir dans des solutions durables futures;

(k) *Reconnaît* que les situations de réfugiés prolongées peuvent accroître les risques auxquels les réfugiés pourraient être exposés et qu'à cet égard il est nécessaire d'identifier et de répondre de manière efficace aux préoccupations spécifiques de protection des hommes, des femmes, des filles et des garçons, en particulier des enfants non accompagnés et séparés, des adolescents, des personnes handicapées et des personnes âgées, qui pourraient être exposés à des risques plus élevés, y compris la violence sexuelle et sexiste et autres formes de violence et

d'exploitation ; et *encourage* le HCR et les Etats à continuer d'intégrer les critères d'âge, de genre et de diversité, ainsi que les approches participatives, afin de renforcer la sûreté, le bien-être et l'épanouissement des réfugiés et de promouvoir des solutions appropriées à leur sort;

(l) *Demande* au HCR d'intensifier ses efforts pour améliorer la prise de conscience, y compris parmi les réfugiés, moyennant l'organisation de campagnes régulières et locales, et d'ateliers régionaux sur la disponibilité de solutions durables;

(m) *Encourage* les Etats, et dans le cadre de leur mandat, le HCR et tous les autres acteurs compétents, à adopter des approches globales dans la mise en oeuvre de solutions durables, et à veiller à ce que les situations de réfugiés prolongées soient prises en considération dans leurs efforts visant à réunir les conditions nécessaires pour mettre fin au déplacement;

(n) *Exhorte* les Etats, le HCR et les partenaires humanitaires et du développement à entretenir des liens de partenariat et de coopération dynamiques et effectifs, dans la mise en oeuvre de solutions durables, à exploiter de nouvelles possibilités de partenariats en s'engageant sans réserve à la réalisation des objectifs de l'Initiative "Unis dans l'action"; à un échange accru d'informations et de conseils à la Commission d'établissement de la paix des Nations Unies; et à engager des partenariats avec d'autres acteurs tels que les institutions financières internationales, le Comité permanent inter-institutions, le Groupe des Nations Unies pour le développement, les organes régionaux, les parlements, les administrations locales, les maires, les chefs d'entreprises, les médias et les diasporas ;

(o) Tout en réitérant qu'il n'y a pas de panacées aux situations prolongées, *affirme* que les bonnes pratiques et les leçons tirées de l'expérience dans les situations prolongées pourraient représenter un atout précieux; et recommande au HCR, aux pays hôtes, aux pays d'origine, aux pays de réinstallation et aux autres acteurs d'utiliser des groupes de référence, des groupes de travail, des petits groupes restreints, ou des mécanismes similaires sur le terrain et/ou à Genève, selon qu'il convient, comme une méthodologie utile pour identifier des solutions novatrices et pratiques appropriées, articulées autour de situations ou de thèmes spécifiques, dans un contexte sous-régional, régional ou multilatéral pour les situations prolongées spécifiques;

(p) *Réitère* son appel à la communauté internationale dans son ensemble, en coopération avec le HCR et d'autres organisations internationales, en vue d'assurer, dans un esprit de partage de la charge, la disponibilité en temps voulu d'un financement adéquat pour les activités humanitaires et de développement, ainsi que d'autres ressources, y compris un appui suffisant aux communautés hôtes et aux pays d'origine, en vue de fournir une assistance et de mettre en œuvre des solutions durables dans les situations de réfugiés prolongées . »

6. Le texte du projet de conclusion, inspiré par les précédentes conclusions du Comité exécutif et par l'Initiative du Haut Commissaire sur les situations de réfugiés prolongées, représente une importante avancée. Malgré la diversité des points de vue, il a été possible de parvenir à un consensus sur la définition de la situation de réfugiés prolongée, d'attirer l'attention sur la situation critique des réfugiés concernés dans les pays hôtes et d'identifier les rôles de l'ensemble des principaux intervenants. Enfin, le projet de conclusion exhorte la communauté internationale à intensifier ses efforts en vue de trouver des solutions durables pour des millions de personnes dont l'exil perdure depuis cinq ans ou plus.

7. **M. Sadrkhah** (République islamique d'Iran) estime que la mise en oeuvre de solutions viables aux situations de réfugiés prolongées, telles le rapatriement ou la réinstallation dans des pays tiers, a considérablement diminué ces dernières années, alourdissant ainsi la charge qui pèse sur les pays et les communautés hôtes. Le Gouvernement de la République islamique d'Iran, en accordant l'accès, notamment, aux services de santé et d'éducation à quelque 3 millions de réfugiés au cours des 30 dernières années, a dépassé le cadre de ses engagements, malgré l'insuffisance des contributions de la communauté internationale. Il ne pourra offrir davantage de protection et d'assistance que celles prévues dans la Convention de 1951 relative au Statut des réfugiés et dans son Protocole de 1967, compte tenu de ses réserves aux articles spécifiques de la dite Convention.

8. **M^{me} Baller** (Pays Bas) signale que son pays approuve le projet de conclusion du Comité exécutif comme une mesure importante d'aide aux personnes concernées. La mise en oeuvre de solutions concertées relève à présent de la mission commune de l'ensemble des Etats membres. Les Pays Bas soutiennent en particulier les trois solutions du retour librement consenti, de l'intégration et de la réinstallation sur place, et rappellent la responsabilité essentielle des pays d'origine eu égard à la création de conditions de stabilité et de sécurité propres à faciliter les retours volontaires et en toute sûreté des réfugiés.

9. **M. Boukili** (Maroc) estime que le projet de conclusion adopte une approche pragmatique de la situation de millions de personnes dans le monde qui demeurent prises au piège, en raison du manque de solutions humanitaires durables. Le projet de conclusion fournit une perspective de réaffirmer l'engagement de la communauté internationale en faveur de solutions viables à de telles situations, et de donner mandat au HCR à cet égard. Bien que le retour librement consenti reste la meilleure solution, lorsque des obstacles existent, le HCR a l'obligation légale de rechercher des possibilités de réintégration et de réinstallation sur place. Celles-ci devraient être offertes à tous les réfugiés en situation prolongée, sans distinction.

10. Le projet de conclusion souligne en outre la nature purement humanitaire des fonctions du HCR, qui doit rechercher des solutions durables aux situations de réfugiés prolongées, indépendamment de toute considération politique. Sa délégation encourage le HCR à conserver une approche dynamique de sa mission, conformément aux principes strictement humanitaires qui lui sont inhérents. Le Maroc suivra avec beaucoup d'intérêt la mise en oeuvre de la conclusion du Comité exécutif dans le cadre de cette approche.

11. **M. Chebihi** (Algérie) se déclare satisfait du projet de conclusion et soutient pleinement les objectifs énoncés. Bien que chaque situation de réfugié exige sa propre solution, la volonté politique est essentielle pour garantir des solutions globales aux déplacements prolongés. Sa délégation se félicite en particulier du fait que le projet de conclusion réaffirme un certain nombre de principes essentiels que l'Algérie a toujours défendus. Elle souligne par exemple, la nécessité de trouver des approches globales aux situations prolongées qui impliquent les réfugiés eux-mêmes et leurs pays d'origine, et qui reposent sur la pleine jouissance de droits internationalement reconnus.

12. Le retour librement consenti demeure la solution privilégiée et devrait s'effectuer dans la dignité et conformément aux principes énoncés dans le projet de conclusion. Sa délégation espère que ce projet fournira au HCR un outil efficace pour trouver des solutions durables aux situations de réfugiés prolongées.

13. **M. Mulrean** (Etats Unis d'Amérique) signale que les Etats Unis se réjouissent du projet de conclusion du Comité exécutif, qui non seulement s'attaque ainsi à une question importante, mais illustre son rôle de conseil vis-à-vis du HCR.

14. **La Présidente** dit qu'en l'absence d'objection, elle considèrera que le Comité exécutif souhaite adopter le projet de conclusion sur les situations de réfugiés prolongées.

15. *Il en est décidé ainsi.*

Adoption de la décision relative au règlement de gestion

16. **La Présidente** dit que le Comité a devant lui le projet de décision relatif à une révision du règlement de gestion des fonds constitués au moyen de contributions volontaires, document sans cote qui a été distribué dans la salle de réunion en anglais et en français uniquement. Elle invite le Contrôleur du HCR à présenter les amendements proposés au règlement de gestion.

17. **M^{me} Farkas** (Contrôleur du HCR) attire l'attention sur la version révisée du règlement de gestion des fonds constitués au moyen de contributions volontaires, gérés par le Haut Commissaire pour les réfugiés (qui sera ultérieurement publié dans le document A/AC.96/503/Rev.9). Elle rappelle qu'en octobre 2009, le Comité exécutif a approuvé le budget-programme biennal pour 2010-2011, fondé sur une évaluation globale des besoins effectuée au moyen d'une nouvelle structure budgétaire. Pour entériner la nouvelle structure budgétaire, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2010, le règlement de gestion des fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire pour les réfugiés a été révisé et des avis ont été recueillis auprès des Etats membres, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de la section des affaires juridiques du HCR, du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies (OIOS) et de l'équipe française chargée des contrôles externes du HCR. Plusieurs consultations informelles ont eu lieu en 2009 en vue d'étudier le projet de révision. Lors des dernières consultations, qui se sont déroulées le 19 novembre 2009, le projet de révision final, incluant les observations formulées, a été présenté pour examen.

18. Il est prévu que des révisions complémentaires du règlement de gestion soient soumises au Comité exécutif en octobre 2010, lors de la préparation pour adoption des Normes comptables internationales du secteur public (NCISP). Le règlement de gestion et les réglementations des Nations Unies harmonisés serviront de base à ces révisions.

19. Elle remercie les Etats membres pour leur contribution à la révision, permettant ainsi de définir un règlement de gestion propre à faciliter pleinement la transition vers la nouvelle structure budgétaire.

20. **La Présidente** invite les membres du Comité exécutif à examiner le texte du projet de décision qui se lit comme suit:

“Le Comité exécutif,

Ayant examiné la version amendée du Règlement de gestion par le Haut Commissaire pour les réfugiés, des fonds constitués au moyen de contributions volontaires (A/AC.96/Rev.8),

Prend note des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) sur les projets antérieurs (A/AC.96/1068/Add.1), ainsi que de l'avis du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies (OIOS) ;

Adopte la révision proposée et demande au Haut Commissaire de promulguer la version révisée du Règlement de gestion avec effet au 1er janvier 2010.”

21. **M. Chebihi** (Algérie) signale que sa délégation exprime le souhait de voir le Règlement de gestion améliorer la transparence, les interventions et la flexibilité du HCR, eu égard aux fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire pour les réfugiés.

22. **M. Desbiens** (Canada) dit que, comme la plupart des questions litigieuses ont été retirées du projet de Règlement de gestion, le Canada est heureux d'adhérer au consensus sur le projet de décision. Il rappelle toutefois que très peu d'observations concrètes formulées par les membres du Comité exécutif lors de la dernière séance consultative informelle, semblent avoir été prises en compte dans la version proposée. Sa délégation souhaite donc encourager le HCR, lors de l'élaboration des prochaines versions du règlement de gestion, à donner pleine considération aux observations de fond des membres. Pour faciliter le processus en 2010 et permettre un examen complet des changements proposés et l'incorporation des observations de fond des Etats membres, le Canada encourage le HCR à informer les membres des changements projetés bien avant leur adoption potentielle par le Comité exécutif.

23. **M. Mulrean** (Etats Unis d'Amérique) attire l'attention sur le rôle important du Comité exécutif qui assure à la fois des fonctions de conseils et de contrôle, en particulier eu égard à la nouvelle structure budgétaire et à l'autorité renforcée du Haut Commissaire dans le cadre du règlement de gestion révisé. Les Etats Unis suivront attentivement la mise en oeuvre de la réglementation révisée, pour assurer qu'elle respecte bien l'objectif original de la révision. Il approuve les observations de la délégation canadienne concernant le préavis des amendements additionnels portés à la structure budgétaire ou au règlement de gestion.

24. **M^{me} Baller** (Pays Bas) approuve la dernière version du règlement de gestion, texte soigneusement révisé qui traite clairement les points énoncés par les Etats membres. Les Pays Bas se félicitent également de la flexibilité instaurée dans les quatre piliers budgétaires et espèrent que le projet de décision devant le Comité exécutif fera progresser les travaux préparatoires à l'introduction des Normes comptables internationales du secteur public. A l'image des Etats Unis, les Pays Bas suivront de près la mise en oeuvre par le HCR des modifications du règlement de gestion.

25. **La Présidente** annonce, qu'en l'absence d'objection, elle considèrera que le Comité exécutif souhaite adopter le projet de décision relatif à une révision du règlement de gestion des fonds constitués au moyen de contributions volontaires, gérés par le Haut Commissaire pour les réfugiés.

26. *Il en est décidé ainsi.*

Observations finales

27. **M^{me} Walker** (Secrétaire du Comité exécutif) dit que le secrétariat préparera le rapport de la séance extraordinaire et le distribuera dès que possible, de manière à laisser aux membres du Comité exécutif une semaine pour le commenter. Le secrétariat tiendra compte de tous les avis formulés par les membres et redistribuera le rapport au Comité exécutif; en l'absence d'observation toutefois, le secrétariat recommandera l'adoption du rapport. Elle demande si cette façon de procéder agréé au Comité exécutif.

28. *Il en est décidé ainsi.*

29. **M. Guterres** (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) fait part de son approbation pour l'excellent encadrement exercé par la Présidente et par les Rapporteurs précédents et actuels, qui ont contribué à l'adoption d'une conclusion du Comité exécutif sur les situations de réfugiés prolongées. Beaucoup se sont montrés sceptiques quant à la possibilité d'adopter une conclusion sur une question aussi complexe. Le processus a prouvé que le Comité exécutif reste un organe actif, capable d'adopter ce qui équivaut à un « instrument juridique n'ayant pas de valeur contraignante », qui guidera l'Office pour s'acquitter de l'un des aspects les plus délicats de son mandat.

30. Il apprécie l'attitude constructive qui a conduit à l'adoption de la décision relative au règlement de gestion. Il a pris note des préoccupations formulées par la délégation canadienne et ne doute pas que le Comité exécutif fera le maximum pour les résoudre.

31. Il importe de souligner que, dans le cadre du règlement de gestion révisé, l'autorité du Haut Commissaire n'est pas étendue, mais se voit plutôt réduite de manière substantielle. Auparavant, seuls deux tiers des activités du HCR étaient assujettis au contrôle du Comité exécutif, alors qu'au titre de la nouvelle structure budgétaire, près de la totalité du budget du HCR est soumis à son contrôle. De son point de vue, cela signifie que le Comité exécutif a très nettement renforcé ses pouvoirs d'approbation et de contrôle des activités du HCR.

32. Après les traditionnels échanges de politesses, **la Présidente** déclare la séance extraordinaire close.

La séance est levée à 12 h 20.

- - - - -